

COMMISSION DES FOURNISSEURS ET USAGERS DU SITG

**Séance du lundi 27 mars 2006
14 h.15**

**Salle de conférence Galileo 3^{ème} étage
Rue des Gazomètres 3**

Procès-verbal N° 43

Présidence	:	M.	S. Wermelinger (DT)
Membres présent-e-s	:	Mmes	C. Daverio (DF) V. Delley (DES) I. Fischer (Ville de Genève) D. Gaillard (FTI) A.-M. Viaccoz (DCTI)
		MM.	H. Duriaux (DT) J.-R. Fahrni (SIG) J.-B. Grisoni (DCTI) P. Gygli (AIG) P. Oehrli (DT) D. Rinolfi (DT) F. Mumenthaler (DT) A. Stussi (DT) A. Susini (DSE) J. Van der Maas (DT) P. Verhoeven (DT)
Excusés	:	MM.	J. Binz (Ville de Genève) M. Bürgisser (DCTI) F. Ducry (DCTI) Cl. Gotti (DCTI) P. Helfer (AIG)
Absents	:	MM.	H. Dao (Université) R. Monnet (ACG) B. Zurbrugg (TPG)
PV	:	M.	A. Stussi (DT)

Ordre du jour :

1. PV N° 42 - séance du 31 octobre 2005
2. Rapports des groupes de travail : couverture du sol du domaine routier - groupe identifiant logement - - PPE 3D - objets en projet/construits
3. Réorganisation des systèmes d'information liés à la gestion du territoire
4. Informations réciproques
5. Prochaine séance

Préambule

Mme Isabelle. Fischer informe la commission que Mme Albane. Ferraris sera dorénavant remplacée par M. Jacques Binz du service d'urbanisme de la Ville de Genève qui est excusé pour la présente séance.

1. PV N° 42 - séance du lundi 31 octobre 2005

Le procès-verbal est approuvé sans remarque avec remerciement à son auteur.

2. Rapports des groupes de travail :

- couverture du sol du domaine routier

M. Henrich Duriaux signale que l'avancement du projet suit son cours. Actuellement, cinq communes sont en cours de vérification et six autres vont prochainement être livrées. Il relève que les communes suburbaines posent en général moins de problèmes de vérification en raison d'une plus grande simplicité de la couverture du domaine routier. La totalité des données devraient en principe être livrées d'ici la fin du premier semestre 2006.

- groupe identifiant logement

Mme Carol Daverio indique que le projet a été accepté par la CGPP lors de sa séance du 10 mars dernier et que cette approbation doit encore être confirmée par le procès-verbal. Le groupe de travail sera ensuite convoqué pour planifier la suite de ce projet, notamment en ce qui concerne la désignation d'un mandataire.

M. François Mumenthaler estime à ce propos que la société INSER, spécialisée dans ce domaine, devrait être invitée à faire une offre.

- groupe de travail PPE

M. Heinrich Duriaux fait part de la mise en suspens de ce groupe de travail en raison du manque de ressource qu'il y a actuellement à la DCMO.

- groupe de travail objet en projet/construits

M. Andréas Stussi informe que le groupe de travail dont la création avait été demandée par le CFU lors de sa dernière séance, s'est déjà réuni à deux reprises sous le pilotage de la DCMO et que l'ensemble des participants ont été auditionnés individuellement. Ces interviews ont fait l'objet de la publication d'un document intitulé "Etat des lieux" qui a été diffusé la semaine dernière.

- MNT/orthophotos

A la demande de François Mumenthaler qui souhaite que cet objet soit évoqué lors de la présente séance, M. Heinrich Duriaux fait un point de la situation en indiquant que le MNT, sera diffusé d'ici fin avril. En ce qui concerne les orthophotos, il rappelle que les prises de vue effectuée en mai de l'année dernière ne se sont pas révélées satisfaisantes et qu'un nouveau vol, au frais du mandataire a été effectué

au début du mois d'août 2005.

Néanmoins, suite à la vérification de différentes zones de test, il est apparu que les prestations demandées initialement dans l'appel d'offre n'étaient pas satisfaites. En effet, le mandataire n'était pas en mesure de fournir des orthophotos "intégrales" (redressement des bâtiments et effacement des ombres) comme le spécifiait le cahier des charges.

Malgré tout, un accord, moyennant une réduction du montant du mandat, a été trouvé avec le mandataire qui livrera sous peu, après traitement des dernières corrections demandées, une collection d'orthophotos traditionnelles avec une précision planimétrique de 20 cm et altimétrique de 15 cm pour une densité de 1 point par mètre carré. Des versions avec des résolutions moins élevées seront également disponibles.

M. François Mumenthaler tient à exprimer vivement son mécontentement au nom des partenaires du SITG qui estiment que les prestations du mandataire sont tout à fait inadmissibles et il relève qu'il est hautement regrettable que lors de leur publication, les orthophotos seront déjà vieilles d'une année.

3. Réorganisation des systèmes d'information liés à la gestion du territoire

A la demande de M. Philippe Matthey, secrétaire général du département du territoire, M. François Mumenthaler a mené une réflexion sur les systèmes d'information et les observatoires. Il est apparu qu'en raison de la multiplication des différents systèmes d'information (SITG, SIEnG, SI-Eau, SI-Nature, Si-Mobilité, SITE, SITL), il y avait également une multiplication des structures (comités, commissions, ...) des réunions et des groupes de travail auxquels essentiellement les même personnes participaient ou assistaient.

Parmi les pistes qu'il suggère pour surmonter les problèmes actuels, il y a notamment celle qui consiste à dissoudre les structures actuelles du SIEnG (Système d'information pour l'environnement et l'énergie de la région genevoise) et de les regrouper avec les SI Eau, nature et mobilité sous la structure du SITG.

La commission des fournisseurs et utilisateurs du SITG serait réorganisée autour de domaines ou groupes métiers. La commission technique resterait inchangée. Le SITL pourrait être rattaché à une structure transfrontalière reconnue soit le CRFG ou le Conseil du Léman.

La coordination des projets de systèmes d'informations et informatiques étant assurée par la commission de coordination des systèmes d'information et de communication (C2SIC).

Le SITE (Système de l'information du territoire de l'Etat) pourrait être supprimé. A cet égard, il informe que le Comité directeur du SITG propose de mettre en place un petit groupe de travail qui fera des propositions aux structures existantes (à la CFU lors de sa prochaine séance).

Par ailleurs, face à la multitude d'observatoires répertoriés (territoire, déplacement, transfrontaliers). Il pourrait revenir aux futurs groupes de la CFU de définir quels sont les indicateurs à observer et quels seront les publications à réaliser, sachant que c'est en principe le service environnement-info, spécialisé dans la communication, qui prendra en charge cet aspect pour l'ensemble du DT et des autres départements.

M. Simon Wermelinger organise un tour de table afin que tous les partenaires puissent s'exprimer sur ces propositions et notamment sur la nouvelle organisation de la CFU.

M. Alberto Susini qui a été mandaté avec M. Dominique Hauser pour mener une réflexion sur la manière d'intégrer le SIEng dans la structure du SITG rappelle qu'une nouvelle loi sur les systèmes d'information est en cours d'élaboration et que

les catalogues des métadonnées environnementales sont d'ores et déjà normées au niveau suisse et le seront prochainement au niveau européen. Par ailleurs, il insiste sur le fait que les partenaires extérieurs comme l'OFEnv devront être maintenus.

Mme Véronique Delley craint pour sa part qu'avec la réorganisation proposée, la CFU ne devienne qu'un "étage supplémentaire " et que les choses réellement intéressantes ne se passeront plus qu'au niveau des groupes ou sous-groupes. Il lui semble important que la CFU garde une vision générale, transversale et globale et surtout qu'il n'y ait pas d'exclusion de fait des partenaires minoritaires parce qu'il ne participent pas aux groupes mais seulement à l'instance faîtière. En outre, elle relève le dynamisme intéressant qui existe au sein de la CFU du SIENG, notamment par de multiples apports extérieurs, qu'il s'agira de préserver.

Mme Carol Daverio regrette qu'il n'y ait pas suffisamment de rigueur dans l'obligation de remonter à la CFU toutes modifications relatives aux systèmes d'informations d'un partenaire. Par exemple, en ce qui concerne Calvin 2, il y a eu un important travail d'harmonisation des adresses qui n'a pas été pris en compte puisque le système reprend l'ancien fichier des adresses (FDA).

A ce propos, M. Henrich Duriaux indique que la DCMO a même reçu un courrier du DIP lui demandant de modifier les adresses selon Calvin 2.

M. François Mumenthaler rappelle qu'en principe tout nouveau projet doit être présenté à la commission de coordination des systèmes d'information et de communication (C2SIC).

A la question de M. Patrick Verhoeven concernant la situation des groupes de travail actuels, M. François Mumenthaler pense qu'ils seront maintenus en l'état.

M. Pascal Gygli estime que la structure actuelle est intéressante et qu'en cas de subdivision de la CFU par groupes par domaines il sera important de veiller à ce que la remontée des informations soit efficace afin d'éviter qu'il n'y ait des pertes d'informations.

M. Simon Wermelinger trouve intéressant de s'inspirer du fonctionnement de la CFU du SIEnG.

Mme Anne-Marie Viaccoz émet des craintes quant à l'intégration de la problématique liée au patrimoine dans les éventuels divers groupes de travail.

M. Henrich Duriaux ne voit pas de grandes différences entre les groupes de travail actuels et des futurs groupes organisés autour de thématiques ou de domaines. Par ailleurs, en cas de changements au niveau des structures de données d'un des partenaires, il trouve important qu'il y ait une information systématique qui soit faite à l'ensemble d'entre eux.

Mme Véronique Delley se demande s'il n'est pas plus intéressant de se regrouper en fonction d'une problématique spécifique plutôt que par domaines prédéterminés. Elle s'interroge également sur le niveau d'information qui sera discuté au sein de la CFU faîtière tout en soulignant que les problématiques métiers sont intéressantes, formatrices et enrichissantes.

Mme Isabelle Fischer pense qu'il est important que la Ville de Genève soit de toute façon représentée dans la structure faîtière.

M. Jean-Baptiste Grisoni estime que la structure actuelle de la CFU avec sa large représentation est un peu "luxueuse" et relève qu'il ne comprend pas toujours les problématiques évoquées par d'autres partenaires. Un redimensionnement de la structure centrale de la CFU lui semble nécessaire.

M. Pascal Oehrli juge qu'il est indispensable d'accorder une importance primordiale aux rapporteurs des groupes de la CFU. Des séances d'une CFU regroupant tous les domaines devraient pouvoir être organisées autour de thèmes particuliers. D'autre part, à son avis, il y a une différence entre les groupes thématiques et les groupes projets. Ces derniers ont un début et une fin, alors que les premiers effectuent une réflexion continue.

Mme Carol Daverio partage le même point de vue de plus elle relève que le SIEnG se réunit environ dix fois par année. Elle pense qu'il est important que la CFU centrale soit large et que la participation aux groupes thématiques se fasse selon les intérêts de chacun.

M. Alberto Susini se dit opposé à la création de groupes thématiques car, selon lui, elle mènerait à une réunionnisme excessive qui irait précisément à l'encontre de la volonté du Conseil d'Etat d'éviter un éclatement des réunions. Il lui semble plus intéressant de concevoir des groupes plus larges et généralistes et propose que les séances faitières soient organisées sur des thèmes particuliers et que seules les personnes intéressées, y compris celles qui ne sont pas membre, y participent.

M. Andréas Stussi s'interroge sur une certaine redondance qu'il pourrait y avoir entre les groupes thématiques et les groupes projets. Quant à la notion de CFU centrale, il la trouve, en l'état, mal définie et le rôle de ses membres peu clair. Il lui paraît nécessaire qu'elle ait une identité claire pour l'ensemble des partenaires du SITG.

Mme Delphine Gaillard estime qu'il serait bien de s'inspirer des journées thématiques organisées par la DCMO ou encore de prévoir des séances avec une partie consacrée à une présentation.

M. Jean-Rodolphe Fahrni trouve qu'il est juste que la CFU regroupe les personnes qui fournissent et utilisent les données du SITG et que les groupes de travail tels qu'ils sont aujourd'hui se révèlent tout à fait satisfaisant pour connaître l'avancement des projets. Il pense aussi qu'il serait peut-être utile de procéder à des présentations plus détaillées de quelques projets importants. Il est d'accord avec le principe d'une réorganisation de la CFU, mais pense qu'il est important de faire attention à ne pas perdre la plateforme d'échange et de communication telle qu'elle existe aujourd'hui.

En ce qui concerne les observatoires, M. Simon Wermelinger relève la multiplicité de ceux-ci ainsi que des notions qui leurs sont attribuées. Pour lui, il est important de bien définir ce qui est fait par un observatoire, qui fait quoi et quels sont les indicateurs à observer.

M. Alberto Susini indique que le projet d'observatoire de l'environnement est assez clair sur la manière d'observer les données environnementales.

Mme Véronique Delley signale qu'il existe un mémo rédigé par M. Philippe Minier qui décrit bien ce qui est entendu par observatoire.

Les observatoires relevant d'une autre problématique, il est décidé de traiter cette question ultérieurement et d'examiner dans un premier temps la question de la fusion des systèmes d'information.

Groupe de réflexion : MM. Mumenthaler (en charge de son organisation) Hauser (Comité directeur du SITG), Minier, et Susini (SIEnG) ont déjà été désignés pour participer à ce groupe. La CFU du SITG demande à MM Stussi et Wermelinger de les représenter dans ce groupe en s'appuyant sur les observations émises pendant la présente séance.

4. Informations réciproques

Mme Carol Daverio fait part de la rencontre entre l'OCSTAT, le Registre foncier et la Société des régisseurs (SR) en rapport avec la refonte de l'application Capitastra et demande si d'autres partenaires du SITG sont intéressés à participer au groupe de travail qui sera mis sur pied à cet effet.

M. Jean-Baptiste Grisoni précise qu'après avoir établi la liste des interfaces en relation avec le modèle de donnée du Registre foncier, il s'agira, dans un premier temps, d'une simple réécriture de l'application.

M. François Mumenthaler rappelle à cet égard que le périmètre d'activité du Registre foncier est très précisément défini au niveau fédéral.

M. Pascal Oehrli informe sur la publication du graphe de la mobilité qui comprend le graphe routier, le graphe des carrefours, le graphe de la mobilité douce, le graphe ferroviaire, le graphe navigable, le graphe de l'entretien de l'autoroute, le graphe des accès aux parkings et le graphe des voies officielles. Il s'agit là de l'aboutissement de deux années de réflexion et la mise à jour des données sera assurée par la DCMO. Tous les acteurs utiliseront le même référentiel (p. ex. : mise en relation avec le plan de charge, entretien de l'autoroute, etc.).

Il signale également qu'un groupe de travail a été chargé de valider la modélisation des données pour le système d'information des infrastructures de télécommunication (SIDIT).

D'autre part, il signale que pour les besoins le OCM qui souhaitait disposer d'un fond de plan simplifié pour localiser dans le canton différents tracés, un plan synoptique a été réalisé sur la base des données vecteur du SITG qui sera mis à disposition des partenaires. Un tirage papier est distribué aux participants.

M. Henrich Duriaux fait part du projet de la DCMO de migrer la réalisation du plan de ville sur ArcInfo.

Il indique également que la DCMO qui a hérité du cadastre technique du sous-sol, a accueilli dès depuis le 1^{er} mars un nouveau collaborateur chargé de l'acquisition des données du cadastre du sous-sol.

Mme Delphine Gaillard regrette qu'il soit difficile d'obtenir des données transfrontalières hors d'un projet transfrontalier.

Mme Isabelle Fischer s'interroge sur les solutions possibles concernant les noms des rues en raison de la disparition de la couche des annotations. M. François Mumenthaler lui répond qu'une réflexion est menée pour mettre à disposition des informations sur les noms de rues pour les utilisateurs qui n'utilisent pas d'ArcInfo.

Mme Anne-Marie Viaccoz informe sur la mise en place par la DPS d'une base de

données spécifique sur le patrimoine et les recensements qui, à terme, sera mise à disposition des partenaires.

Elle indique également la parution du dernier numéro de "Patrimoine et architecture" qui traite de histoire des cartes à Genève entre le XVe et le XXe siècle avec une description de la base de données patrimoniale et de l'Atlas historique de la Vielle-Ville.

M. Pascal Gygli demande s'il sera possible d'obtenir les orthophotos dans un format moins volumineux. Le SSIG produira des versions allégées avec tuilage à cet effet.

M. Patrick Verhoeven signale que le plan de charge sur la base des comptages 2003 est disponible, mais il est actuellement déconnecté du graphe routier. Une étude pour le mettre en relation avec celui-ci est menée.

M. Jean-Rodolphe Fahrni indique qu'en ce qui concerne le cadastre du sous-sol, il s'agit dans un premier temps d'établir un modèle de données.

5. Prochaine séance

**A fixer au mois de septembre
(la séance du lundi 19 juin 2006 à 14 h.15
a été supprimée en raison de la réorganisation
en cours des CFU du SITG et du SIEnG)**

Genève, le 28 avril 2006
DT 305.AS